



Gabriel Attal, pourvu qu'il soit une bonne surprise

Moins réac que Jean-Michel Blanquer et plus rodé que Pap Ndiaye, le nouveau ministre de l'Education nationale fait face à d'importants défis, comme celui de l'attractivité du métier de prof. On a tous intérêt à ce qu'il s'en sorte. On passera vite sur le fait qu'il est, à 34 ans, le plus jeune ministre de l'Education nationale de la Ve République. Un record, certes, mais qui ne dit rien de sa capacité à occuper le poste. Alors qu'il aborde sa première rentrée rue de Grenelle, on a envie, pour le bien du plus grand nombre et non pour donner du carburant à ses ambitions personnelles, de souhaiter que Gabriel Attal soit une bonne surprise. On le fait sans naïveté car il y a beaucoup à faire, pour les enseignants comme pour leurs élèves, du primaire à l'université.

Le jeune premier du macronisme a hérité de ce prestigieux maroquin lors du dernier remaniement, largement insipide. Pap Ndiaye, dont la nomination avait été un symbole après l'ère Blanquer, n'a jamais eu les mains libres et n'a jamais réussi à exister dans le combat politique face à l'extrême droite, la droite, et même une partie de son camp qui en avait fait une cible. Son départ était prévisible. Contrairement au choix d'Attal, jusque-là en charge du budget de la nation sous l'autorité de Bruno Le Maire, pour lui succéder.

S'il ne connaît pas grand-chose à l'Education nationale – et qu'il n'a pas effectué sa scolarité dans le public, même si ce n'est pas à lui que ce reproche peut être adressé –, celui qui fut conseiller de la socialiste Marisol Touraine au ministère des Affaires sociales et de la Santé durant le quinquennat de François Hollande avant de devenir l'un des visages du macronisme, dont il est une émanation presque pure et parfaite, dispose d'un atout : son profil aussi techno que politique . C'est aussi l'un des favoris du Président et – cela compte quand on est ministre de l'Education nationale – de sa femme, Brigitte Macron, ancienne professeure de français dans le privé.

Moins réac que Blanquer, même s'il n'hésite pas à parler autorité et uniforme à l'école , mais surtout plus armé que Ndiaye pour remporter des arbitrages, Attal a tout à prouver. Alors qu'il aborde sa première rentrée, il est attendu au tournant après qu'Emmanuel Macron, qui proclame faire de l'éducation l'une des priorités de son deuxième quinquennat, a affirmé lors d'une interview accordée à TF1 et France 2 le 24 juillet qu'il y aura bien un professeur devant chaque classe. C'est loin d'être gagné : selon les calculs de Franceinfo , 18,8 % des places ouvertes à la session 2023 des concours de professeur des écoles n'ont pas été pourvues, ce qui est aussi le cas pour 16,6 % des postes dans le second degré.

On ne le découvre pas, la revalorisation, notamment salariale, des enseignants et l'amélioration de leurs conditions de travail restent des sujets majeurs. Tout comme le remplacement systématique des absentéistes pour ne pas priver les élèves de précieuses heures de cours. Prof est un métier qui ne fait plus rêver et le « choc d'attractivité » évoqué par le chef de l'Etat n'est, pour l'instant, pas au rendez-vous. Inverser la vapeur doit être une priorité pour Attal et cela passera par des mesures concrètes qui ne peuvent se limiter à des bidouillages en urgence.

Au crédit du nouveau ministre, on peut mettre sa réaction sur un dossier secondaire mais symbolique. Quand s'est posé cet été le sempiternel débat autour de l'usage fait par les parents de l'allocation de rentrée scolaire, un sujet sur lequel Jean-Michel Blanquer avait en son temps embayé de façon fort droitière, Gabriel Attal a eu des mots justes . Sa parole fut bienvenue pour tuer dans l'œuf une polémique aussi saisonnière que navrante. Elle fut beaucoup moins vertueuse lors de son récent déplacement à la



Réunion.

On peut aussi se satisfaire qu'il poursuive ce qu'avait initié Pap Ndiaye en matière de lutte contre le harcèlement scolaire , une cause sur laquelle il peut compter sur l'engagement de Brigitte Macron. Un décret publié le 16 août est notamment venu confirmer que ce sera désormais aux élèves harceleurs, et non aux élèves harcelés, de changer d'établissement. On attend qu'il soit de la même façon le premier rempart contre les croisades à répétition qui visent l'Education nationale, ce grand corps malade. Pour cela il faudra des paroles claires, mais surtout des actes ambitieux.

